

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 997^e
SÉANCE

Mardi 30 novembre 1965,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 38 de l'ordre du jour:

*Accélération du courant des capitaux et de
l'assistance technique destinés aux pays en
voie de développement: rapports du Secré-
taire général (suite)* 265

*Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).*

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapports du Secrétaire général (suite) [A/5732, A/5767, A/6085; E/3905 et Add.1, E/3917/Rev.1, E/4038 et Add.1, E/4079 et Add.1; A/C.2/L.822/Rev.1, L.825/Rev.1]

1. M. ABE (Japon) remercie les auteurs du projet de résolution sur le financement du développement économique (A/C.2/L.822/Rev.1) d'avoir pris l'heureuse initiative de déposer un texte visant à encourager les investissements privés, qui, s'ils ne peuvent évidemment se substituer à l'assistance provenant de fonds publics, peuvent jouer, lorsqu'ils sont utilisés à bon escient, un rôle fort utile en faveur du progrès des pays en voie de développement.

2. C'est parce qu'il est convaincu de l'utilité des investissements privés que le Japon a voté pour la recommandation A.IV.12 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement^{1/}, qu'il a pris, sur le plan national, des mesures destinées à encourager les investissements privés à l'étranger (assistance financière aux investisseurs, système de garantie des investissements, exonérations fiscales, conclusion de traités de commerce dont les dispositions garantissent les investissements privés), et qu'il a signé la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.

3. Les rapports du Secrétaire général ont déjà fourni des renseignements précieux sur les efforts déployés par tous les pays pour augmenter le courant de capitaux et d'assistance destinés aux pays en voie de développement et la délégation japonaise estime, comme les auteurs, que ces études doivent se poursuivre. Le projet de résolution contient plusieurs propositions constructives et la délégation japonaise sera heureuse de l'appuyer.

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

4. En ce qui concerne l'autre projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.825/Rev.1), le Japon en appuie le principe, puisque, bien qu'il soit encore importateur de capitaux et que la fourniture d'une assistance financière à d'autres pays soit une lourde charge par rapport à ses ressources budgétaires, il s'efforce d'augmenter le volume de cette assistance et d'en assouplir les conditions. Cependant, le Japon, ainsi que beaucoup d'autres délégations, n'a pas été en mesure d'appuyer la recommandation A.IV.4 de la Conférence, dont certaines dispositions lui semblaient peu réalistes. M. Abe pense donc que les auteurs du projet assureraient à leur texte un appui beaucoup plus large s'ils remplaçaient, dans le préambule et dans le dispositif, les références à cette recommandation par des références à la recommandation A.IV.1 qui, tout en visant les mêmes objectifs, est plus générale et qui a été adoptée sans opposition à Genève. Il espère que les auteurs pourront tenir compte de son observation car l'adoption à l'unanimité d'un texte modéré lui semble plus efficace que l'adoption d'un texte allant plus loin mais recueillant l'appui d'un moins grand nombre de délégations.

5. D'autre part, le paragraphe 4 du dispositif reprend les premiers mots du paragraphe 1 de la recommandation A.IV.5 de la Conférence en éliminant toutefois le mot "éventuellement". Cette légère omission modifie le sens d'un texte qui était le fruit de négociations prolongées, en limitant le choix des organismes intéressés sans tenir dûment compte des risques de double emploi et du caractère délicat d'une étude de ce genre. M. Abe propose donc aux auteurs du projet de rétablir le texte exact des premiers mots du paragraphe 1 de la recommandation de la Conférence.

6. M. NEDIVI (Israël) félicite les auteurs des deux projets de résolution et notamment les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de l'Inde, qui les ont extrêmement bien présentés l'un et l'autre. Le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 indique la solution au problème qu'il pose en se référant à la recommandation A.IV.12 de la Conférence sur le commerce et le développement — ce qui est fort sage puisque le courant des capitaux privés dépend nécessairement d'un certain climat psychologique et puisque aucune injonction, internationale ou nationale, ne peut donc l'empêcher d'être influencé par les diverses nuances des politiques d'investissement.

7. Ce n'est pas tout à fait le cas du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1, qui se contente d'énoncer des objectifs sans indiquer les mesures à prendre. Cependant, la réponse à cet égard peut être aisément trouvée dans les recommandations A.IV.11 et A.IV.18 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce

et le développement qui traitent respectivement d'un fonds de péréquation des intérêts et de mesures financières supplémentaires. De plus, en dehors des mesures préconisées dans ces deux recommandations, il convient d'encourager l'élaboration de tout plan destiné à accroître le courant des capitaux. L'énoncé de solutions pratiques pourrait évidemment faire l'objet d'un autre projet de résolution, mais il pourrait tout aussi bien figurer dans le projet à l'examen si les auteurs acceptaient d'insérer entre les paragraphes 4 et 5 du dispositif un nouveau paragraphe qui se lirait comme suit:

"Invite le Conseil du commerce et du développement à examiner sans retard les rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sur les propositions contenues dans les recommandations A.IV.11 et A.IV.18 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que tout autre plan concret visant à augmenter le courant des capitaux destinés aux pays en voie de développement".

8. Si la délégation israélienne formule cette suggestion, c'est qu'elle estime que les appels adressés aux gouvernements des pays développés et en voie de développement doivent s'accompagner d'un appel tout aussi énergique adressé au Conseil du commerce et du développement. Cet appel ne constitue en rien une critique du Conseil, qui commence seulement ses travaux et dont la Commission se doit d'encourager les efforts.

9. M. NOURI (Irak) indique que si sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1, c'est qu'elle estime que l'insuffisance des recettes d'exportation des pays en voie de développement peut être compensée dans une certaine mesure par le courant des capitaux étrangers vers ces pays, courant qui est donc indispensable à leur développement.

10. En attendant que ces pays puissent développer leurs échanges commerciaux, c'est aux pays économiquement développés qu'il appartient de compenser, par des apports de capitaux, la détérioration des termes de l'échange en s'efforçant d'atteindre l'objectif de 1 p. 100 fixé dans la section III de la recommandation A.IV.2 de la Conférence, étant entendu qu'il devrait s'agir de 1 p. 100 du produit national brut.

11. Si le projet de résolution ne mentionne pas l'assistance bilatérale, malgré le rôle considérable qu'elle peut jouer, c'est que cette forme d'assistance comporte certaines limitations qui font qu'on lui préfère en général l'assistance multilatérale.

12. M. SAHLOUL (Soudan) souligne que l'un des aspects importants du problème des investissements étrangers réside dans le fait que nombre de pays en voie de développement envisagent le problème du développement économique d'une façon beaucoup plus réaliste que dogmatique. Ils avaient rêvé d'une économie mixte où le secteur public et le secteur privé uniraient leurs efforts, le premier s'efforçant de réaliser les conditions propres à attirer les capitaux du second. Cependant, malgré des mesures législatives libérales, malgré la conclusion d'accords bilatéraux assurant des garanties aux investisseurs, les

capitaux étrangers ont continué de s'acheminer vers les pays dont l'économie et l'infrastructure étaient suffisamment développées pour assurer rapidement des bénéfices à ces investissements. Les industries minières financées dans certains pays en voie de développement par les capitaux étrangers peuvent avoir stimulé l'espoir insatiable de bénéfices élevés, mais il ne faut pas se dissimuler que, si l'on veut s'attaquer sérieusement au problème du sous-développement, il faut que le monde de la finance remplace ses normes passées par une attitude plus positive fondée sur le principe de l'équité. Malgré les efforts, parfois couronnés de succès, déployés par les pays en voie de développement pour obtenir des capitaux fournis de gouvernement à gouvernement dans des conditions favorables, ces pays ne peuvent la plupart du temps se procurer les capitaux nécessaires qu'à des conditions purement commerciales, ce qui alourdit le fardeau du service de la dette extérieure à tel point que le courant des capitaux a en fait tendance à s'échapper des pays en voie de développement. Tout en faisant de leur mieux dans la limite de leurs propres règlements, les institutions financières internationales ne peuvent pas résoudre le problème et les efforts des pays en voie de développement pour aboutir à la création d'un fonds d'équipement se heurtent toujours à la résistance obstinée des pays développés.

13. Après les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui ont défini l'orientation des études du Secrétaire général sur le problème du courant des capitaux et de l'assistance destinés aux pays en voie de développement et les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui ont fixé l'objectif à atteindre, les conditions de l'aide et les difficultés à surmonter, le projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1 vise à grouper tous ces aspects dans les études demandées au Secrétaire général. La délégation soudanaise espère que la Commission, comprenant les problèmes auxquels se heurtent les pays en voie de développement, sera en mesure de l'adopter à l'unanimité.

14. M. MAGOMBE (République-Unie de Tanzanie) appuie le projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1 et aimerait que sa délégation soit inscrite parmi les auteurs.

15. En ce qui concerne l'autre projet (A/C.2/L.822/Rev.1), le représentant de la République arabe unie a suggéré à ses auteurs des amendements constructifs mais, en raison du délai qu'aurait exigé leur examen approfondi, il a consenti à ne pas les présenter en tant que proposition formelle.

16. M. RENAUD (France) remercie les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 d'avoir tenu compte de ses observations en insérant dans le préambule un alinéa mentionnant la recommandation A.IV.2 de la Conférence, insertion qui aidera la délégation française à voter pour le projet.

17. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, la délégation française interprète les "dispositions pertinentes" qui y sont mentionnées à la demande du représentant du Mexique comme concernant plus spécialement les plans de développement des pays

importateurs de capitaux. Elle pense qu'il ne serait pas mauvais de le préciser en ajoutant à la fin de ce paragraphe le membre de phrase "en particulier celles qui résultent du plan de développement établi par ce pays". Si cette modification soulève la moindre objection, la délégation française n'insistera pas et demande seulement qu'il soit pris note de son interprétation.

18. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1, la délégation française se trouve dans une position plus délicate car, si elle est prête à approuver la référence à la recommandation A.IV.2 de la Conférence, il n'en est pas de même au sujet des recommandations A.IV.4 et A.IV.5, sur lesquelles elle s'est abstenue à Genève. La position de la délégation française n'ayant pas changé depuis lors, M. Renaud ne pourra pas voter pour le projet sous sa forme actuelle et devra demander que les passages en cause soient mis aux voix séparément afin de préciser l'attitude de sa délégation.

19. M. GALLARDO MORENO (Mexique) croit que l'interprétation du représentant de la France est conforme au texte de l'amendement qu'il avait proposé au projet initial (A/C.2/L.822) et qui n'a pas été repris exactement dans le texte révisé de ce projet. Toutefois, il ne voit pas d'objection à ce que le texte suggéré par la délégation française soit ajouté au paragraphe 2 du dispositif.

20. M. Saad KHALIL (République arabe unie) précise que, s'il a renoncé, pour ne pas retarder les travaux de la Commission, à insister pour que les amendements qu'il avait suggérés à la séance précédente soient insérés dans le projet de résolution révisé des trois puissances (A/C.2/L.822/Rev.1), cela ne signifie pas que sa délégation approuve le projet sous sa forme actuelle. Il demande donc que la Commission prenne note de ces suggestions qui portaient sur le texte initial du projet (A/C.2/L.822). Au deuxième alinéa du préambule, les mots "les recommandations" auraient été remplacés par les mots "la section D des recommandations" et l'on aurait ajouté à la fin de l'alinéa le membre de phrase suivant: "qui reconnaît notamment la pleine souveraineté du pays hôte vis-à-vis des investisseurs étrangers". Au troisième alinéa du préambule, les mots "avec intérêt" auraient été supprimés. Au quatrième alinéa du préambule, le mot "Réaffirmant" aurait été remplacé par le mot "Considérant", les mots "peuvent contribuer" étant maintenus. Le paragraphe 1 du dispositif, qui constitue une répétition inutile, aurait été supprimé. Enfin, les paragraphes 2 et 3 du dispositif auraient été remplacés par le texte suivant:

"Demande aux gouvernements des pays développés exportateurs de capitaux d'éviter d'adopter des mesures de nature à arrêter ou à limiter le courant des capitaux de ces pays à destination de pays en voie de développement et de prendre toutes mesures appropriées pour stimuler le courant des investissements privés destinés aux pays en voie de développement, tels qu'exonérations ou abattements fiscaux;

"Prie le Secrétaire général, lorsqu'il préparera ses prochaines études sur les moyens d'augmenter

le courant international des capitaux privés, de tenir pleinement compte des sujets suivants:

"a) Etude des possibilités de financer à l'aide des ressources nationales les secteurs d'activités généralement financés par des capitaux étrangers privés — c'est-à-dire principalement l'exploitation des ressources naturelles (et en particulier les plantations et les matières premières) — ainsi que des possibilités d'acheminer les capitaux étrangers privés vers le domaine des investissements industriels;

"b) Etude du niveau des dividendes et des bénéfices des investissements étrangers privés, ainsi que de leur transfert en dehors des pays en voie de développement, et de la mesure dans laquelle ce niveau et ce transfert correspondent à la situation économique générale de ces pays".

21. La délégation de la République arabe unie s'abstiendra au cours du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1.

22. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que les projets de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 et A/C.2/L.825/Rev.1 ont fait l'objet d'un examen sérieux et intéressant. Toutefois, la délégation soviétique espérait que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 tiendraient compte des observations formulées par les représentants de la République arabe unie, de la Hongrie et de la RSS de Biélorussie. Malheureusement, abstraction faite de l'amendement mexicain au paragraphe 2 du dispositif, qui ne l'améliore pas radicalement, le projet n'a subi aucune modification. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant qu'un certain nombre de représentants de pays en voie de développement aient déclaré qu'ils ne voteraient pas pour ce texte.

23. En effet, le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 ne mentionne pas la nécessité de sauvegarder la souveraineté et l'indépendance économique des pays en voie de développement où sont investis les capitaux privés. A cet égard, il marque même un recul par rapport à un certain nombre de décisions adoptées antérieurement par l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies. La référence à ces décisions dans le préambule est insuffisante car il aurait été utile de rappeler les dispositions pertinentes de ces résolutions qui répondent aux intérêts des pays en voie de développement. En conséquence, la délégation soviétique propose d'ajouter à la fin du premier alinéa du préambule les mots "en particulier, l'alinéa b du paragraphe 2 du dispositif de cette résolution, qui contient un appel pour que soient appliquées des politiques visant à assurer aux pays en voie de développement une part équitable des recettes provenant de l'extraction et de la commercialisation de leurs ressources naturelles au moyen de capitaux étrangers, qui soit en rapport avec le revenu généralement considéré comme raisonnable du capital investi".

24. La délégation soviétique appuie les amendements proposés par le représentant de la République arabe unie et estime qu'il est insuffisant de mentionner, comme le fait le troisième alinéa du préambule, la recommandation A/IV.12 de la Conférence des Nations

Unies sur le commerce et le développement sans en préciser la portée et la signification, c'est-à-dire la nécessité de sauvegarder la souveraineté des pays en voie de développement.

25. Le cinquième alinéa du préambule ouvre la voie à la pénétration des capitaux privés dans les pays en voie de développement sans formuler de conditions ni de réserves. On feint d'ignorer ainsi que dans la pratique les exportations de ces capitaux sont régies par la loi du profit maximum. Il serait donc utile d'ajouter le texte suivant à la fin de cet alinéa: "chaque fois que les modalités de ces investissements et de cette assistance seraient avantageuses et acceptables pour les pays en voie de développement, ne leur imposeraient aucune condition économique, politique ou militaire et seraient destinées à aider ces pays à exécuter leurs plans relatifs à la création et au développement d'une économie nationale indépendante".

26. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, eu égard au refus des auteurs de tenir compte des amendements proposés par la République arabe unie et à l'insuffisance de l'amendement mexicain, la délégation soviétique propose d'ajouter le membre de phrase suivant à la fin de ce paragraphe: "et la nécessité pour les pouvoirs publics des pays en voie de développement intéressés de contrôler l'activité des investisseurs étrangers et de la subordonner aux exigences de la création dans ces pays d'une économie nationale indépendante".

27. Les observations de la délégation soviétique touchant le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 s'appliquent dans l'ensemble au projet A/C.2/L.825/Rev.1. Ce dernier projet est basé sur la recommandation à la fois injuste et peu réaliste selon laquelle chaque pays économiquement avancé devrait s'efforcer de fournir aux pays en voie de développement des ressources financières d'un montant net minimal aussi proche que possible de 1 p. 100 de son revenu national. La délégation soviétique tient à rappeler à ce propos que tous les pays développés ne sont pas également responsables de la situation actuelle des pays en voie de développement, qui est le résultat d'une longue domination coloniale et de l'application ultérieure de méthodes néo-colonialistes.

28. M. D'ASPREMONT-LYNDEN (Belgique) dit que sa délégation partage l'esprit qui anime les auteurs des projets de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 et A/C.2/L.825/Rev.1. Comme eux, elle se préoccupe du ralentissement des mouvements de capitaux vers les pays en voie de développement, car elle est convaincue que ces pays doivent disposer de ressources suffisantes pour financer l'expansion de leur économie. Elle n'est cependant pas insensible à ce que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a appelé, dans sa déclaration devant la Commission (955ème séance), "un certain désenchantement des législateurs à l'égard de l'aide internationale publique" et pense que l'augmentation du courant international de capitaux privés vers les pays en voie de développement peut utilement compenser l'insuffisance de l'aide internationale publique.

29. Le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 paraît acceptable pour la délégation belge. Elle se félicite

que le paragraphe 1 du dispositif ait été modifié et votera pour ce projet de résolution.

30. La délégation belge souscrit également aux objectifs du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1 mais formule des réserves quant aux modalités envisagées, notamment en ce qui concerne la mention de la recommandation A/IV.4 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement relative aux conditions de financement. A Genève, la Belgique avait été amenée à voter contre cette recommandation. La délégation belge regrette également qu'il soit fait mention de la recommandation A/IV.5 sur laquelle elle s'était abstenue. Elle estime en effet que les problèmes soulevés par ces deux recommandations ne sont pas encore mûrs et fait observer qu'ils seront examinés prochainement par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce du Conseil du commerce et du développement. En conséquence, si ce projet de résolution n'est pas modifié, la délégation belge sera amenée à s'abstenir.

31. M. DELGADO (Sénégal) rappelle que sa délégation a déjà eu l'occasion, au cours de sa déclaration générale, de marquer son inquiétude devant le ralentissement du mouvement des capitaux à destination des pays en voie de développement et de souligner combien il était urgent de prendre des mesures beaucoup plus hardies pour y remédier.

32. La délégation sénégalaise a déclaré à l'époque qu'elle estimait que la communauté internationale devait s'orienter vers des conditions nouvelles de financement et que les transferts de capitaux devaient s'effectuer sous forme de prêts dont les intérêts ne dépasseraient pas un taux de 3 p. 100 et dont la période d'amortissement serait d'au moins 20 ans. Il est regrettable que les recommandations adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, notamment la recommandation A.IV.2, n'aient pas encore été appliquées.

33. Dans cet esprit, la délégation sénégalaise appuie avec enthousiasme le projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1, qui met l'accent sur tous les points ayant retenu l'attention de la Conférence et de la Banque mondiale ou ayant fait l'objet de recommandations de la part du Comité d'assistance au développement de l'OCDE. La délégation sénégalaise se serait volontiers associée aux auteurs de ce projet si elle avait été en mesure d'en étudier plus à fond le texte initial. Elle estime toutefois que les auteurs auraient dû mentionner la proposition Horowitz (E/CONF.46/C.3/2), ainsi que le projet présenté à la Conférence par le Sénégal et prévoyant la constitution d'un fonds de péréquation des intérêts (E/CONF.46/L.14 et Rev.1). Ces propositions pourraient néanmoins trouver place dans un projet de résolution plus général sur l'assistance aux pays en voie de développement.

34. A propos des objectifs exposés dans le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1, la délégation sénégalaise tient à préciser que son pays accueille des capitaux privés dans le cadre de son premier plan quadriennal de développement et que le second plan prévoit un rôle pour les capitaux privés dans le cadre de sociétés mixtes où ils interviendront à côté de capitaux publics. La délégation sénégalaise se félicite

donc de l'idée exprimée dans ce projet de résolution, l'utilité des capitaux privés ne pouvant être contestée. Cependant, il y aurait intérêt à étendre la portée de ce projet en adoptant, par exemple, le cadre beaucoup plus vaste du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1. Il serait bon également de la compléter en tenant compte de certaines préoccupations légitimes qui ont été exprimées quant au cadre juridique dans lequel doivent s'effectuer les investissements privés étrangers. C'est dans une formule d'association effective entre les capitaux publics et les capitaux privés que réside, en fin de compte, la solution satisfaisante. La délégation sénégalaise appuiera le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 sous réserve de l'adoption des suggestions faites par certaines délégations.

35. M. PETERS (Dahomey) désire faire connaître le point de vue des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 au sujet des divers amendements présentés. La proposition du représentant de la France tendant à faire mention des plans nationaux de développement à la fin du paragraphe 2 du dispositif est pertinente mais trop restrictive car les lois et dispositions dont il est question ne concernent pas uniquement les plans de développement. Au dernier alinéa du préambule, il est préférable de dire "peuvent contribuer" plutôt que "contribueraient" car la voie reste ainsi ouverte à d'autres possibilités.

36. Les amendements présentés oralement par le représentant de la République arabe unie s'inspirent certes de préoccupations légitimes mais les dispositions du projet de résolution y répondaient déjà pour la plupart. Ainsi, on peut se reporter aux diverses dispositions de la recommandation A.IV.12 de la Conférence et notamment au paragraphe 6 de la partie D, où il est recommandé que les "investisseurs privés étrangers, respectueux de la souveraineté du pays hôte, coopèrent avec l'initiative et les capitaux locaux, s'appuient autant que possible sur les ressources existant dans les pays en voie de développement...".^{2/} Certes, les auteurs du projet de résolution comprennent fort bien les inquiétudes exprimées par certaines délégations mais tiennent à les assurer qu'ils ont su tirer la leçon des échecs subis concernant les capitaux privés provenant des pays développés. Les pays en voie de développement n'en sont pas moins conscients de l'importance que revêt, pour l'expansion de leur économie, l'apport de ces capitaux et c'est dans cet esprit qu'il faut considérer le projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1.

37. En ce qui concerne les observations formulées par le représentant de l'URSS, M. Peters dit que les auteurs n'ont pas jugé utile de citer les dispositions pertinentes des résolutions 1318 B (XIII) et 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, ni celles de la recommandation A.IV.12 de la Conférence, car on peut aisément s'y reporter. M. Peters tient à assurer au représentant de l'URSS que les auteurs ont eu présent à l'esprit le souci de sauvegarder le principe de la souveraineté des Etats. Dans ce domaine, ils bénéficient en effet de l'expérience de l'URSS et d'autres pays qui ont connu les mêmes problèmes.

38. M. WHYTE (Royaume-Uni) félicite les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 d'avoir si brillamment répondu à toutes les critiques formulées concernant leur texte.

39. La délégation britannique est, d'une manière générale, satisfaite de la présentation qui a été faite du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1, mais estime que le texte dans son ensemble présente un certain déséquilibre, car il semble laisser entendre que rien n'a été fait depuis l'adoption des recommandations de la Conférence. Or, le Royaume-Uni a déjà pris des mesures d'application en allongeant les périodes d'amortissement des prêts et en accordant une série de prêts sans intérêt. Pour réparer cette omission, la délégation britannique propose d'insérer, après le cinquième alinéa du préambule, un nouvel alinéa qui reprendrait les termes du dernier alinéa du préambule de la résolution 1088 A (XXXIX) du Conseil économique et social, à savoir: "Se félicitant des mesures que certains pays ont prises pour assouplir les conditions des emprunts".

40. La délégation britannique appuie également la suggestion du représentant du Japon tendant à remplacer la mention de la recommandation A/IV.4 de la Conférence par celle de la recommandation A.IV.1 au troisième alinéa du préambule et au paragraphe 3 du dispositif. Tous les membres de la Commission peuvent en effet souscrire aux dispositions de la recommandation A.IV.1. En revanche, la délégation britannique serait obligée de voter contre la mention de la recommandation A.IV.4 et, à son grand regret, ne pourrait pas appuyer le projet de résolution dans son ensemble si cette mention était maintenue. En outre, la délégation britannique propose de terminer le troisième alinéa du préambule après les mots "pays en voie de développement". La délégation britannique appuie également la suggestion du représentant du Japon tendant à modifier le paragraphe 4 du dispositif pour le rendre plus conforme à la recommandation A.IV.5 de la Conférence.

41. En ce qui concerne la proposition du représentant d'Israël tendant à inviter le Conseil du commerce et du développement à activer l'examen des rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement établis conformément aux recommandations A.IV.11 et A.IV.18, la délégation britannique fait observer que c'est à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce et non au Conseil du commerce et du développement qu'il appartiendra d'examiner ces rapports en premier lieu. Elle s'interroge sur l'opportunité de cette suggestion étant donné que le rapport prévu dans la recommandation A.IV.18 n'est pas encore prêt et risque de ne pas être disponible avant la réunion prochaine de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce. En tout cas, il ne paraît pas raisonnable de demander au Conseil du commerce et du développement d'activer l'examen de toute proposition relative au financement du développement économique, quelle qu'elle soit, sans se préoccuper de savoir si les propositions sont bonnes ou mauvaises.

42. Si les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1 acceptent de modifier leur texte comme il vient d'être indiqué, la délégation britannique sera heureuse de l'appuyer.

^{2/} Ibid., p. 57.

43. Dans sa déclaration générale, la délégation britannique a mentionné l'apparition de la notion de rentabilité dans certains pays d'Europe orientale. Force est de constater toutefois, à l'issue du débat qui vient d'avoir lieu, que ces pays n'ont pas encore compris le rôle que jouent les capitaux privés dans le développement économique.

44. M. GALLARDO MORENO (Mexique) estime que les questions soulevées dans les projets de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 et A/C.2/L.825/Rev.1 figurent probablement parmi les plus importantes à l'ordre du jour de la Commission. Le débat qui leur a été consacré n'a donc pas été inutile et il y aurait intérêt à ce que les délégations qui ont présenté des amendements consultent les auteurs des deux projets afin de se mettre d'accord sur les dispositions susceptibles de recueillir l'approbation de la majorité.

45. En ce qui concerne l'addition faite au paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 à la demande du Mexique, M. Gallardo Moreno précise que ce membre de phrase se fonde sur des principes jugés très importants par son pays, notamment celui de la souveraineté. Le Gouvernement mexicain s'appuie en effet sur le principe fondamental que les investissements privés étrangers ne doivent pas bénéficier d'un traitement particulier différent de celui qui s'applique au capital national. La précision apportée par le Mexique au paragraphe 2 exprime bien le souci de sauvegarder le concept de souveraineté et M. Gallardo Moreno tient à rassurer sur ce point les représentants de la France, de la République arabe unie et de l'URSS.

46. M. BRONNIKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) souligne que les amendements au projet de résolution A/C.2/L.822/Rev.1 ont été dictés par le souci d'améliorer et de rendre plus réaliste un texte qui ne devrait pas avoir pour unique objectif d'attirer des capitaux privés étrangers dans les pays en voie de développement. Il faut également veiller à ce que ces investissements bénéficient réellement à ces pays. La délégation biélorussienne a attiré l'attention des auteurs (996^{ème} séance) sur la nécessité de compléter le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution pour inviter le Secrétaire général à étudier les conditions d'activité des sociétés étrangères dans les pays en voie de développement et les

moyens d'assurer que ces sociétés versent une part plus importante de leurs bénéfices aux gouvernements de ces pays. Cette proposition n'est pas nouvelle et a fait l'objet d'un projet de résolution (A/C.2/L.392) soumis par la RSS de Biélorussie à l'Assemblée générale à la treizième session. Bien que l'Assemblée générale ne se soit pas prononcée à l'époque sur ce texte, le rapport de la Deuxième Commission (A/4054 et Add.1) sur le point 28 de l'ordre du jour n'en a pas moins indiqué qu'il en serait tenu compte dans l'élaboration des décisions ultérieures. Cette disposition est d'autant plus importante qu'elle fait écho à l'alinéa b du paragraphe 2 de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée. Toutefois, les documents pertinents du Secrétariat, notamment le rapport du Secrétaire général sur la mesure du courant international des capitaux à long terme et des donations publiques (A/5732), ne semblent pas tenir compte de cette disposition.

47. M. NEDIVI (Israël) remercie le représentant du Royaume-Uni de ses observations touchant l'amendement présenté par sa délégation. Il souligne que le Conseil du commerce et du développement arrêtera lui-même les modalités d'examen des rapports de la Banque mondiale. Par ailleurs, en invitant le Conseil à étudier des plans concrets destinés à encourager le courant des capitaux vers les pays en voie de développement, on ne peut qu'inciter à élaborer de tels plans.

48. M. RAMACHANDRAN (Inde) comprend les hésitations de certains pays à accepter l'ensemble des deux projets de résolution. Toutefois, un large accord semble exister à la Commission et il est essentiel d'examiner attentivement les amendements proposés pour rallier un nombre aussi grand que possible de délégations.

49. M. RENAUD (France), pour faciliter la discussion, retire l'amendement soumis par sa délégation.

50. M. DELGADO (Sénégal) propose, au nom de sa délégation, d'ajouter au paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.825/Rev.1 les mots "et de poursuivre l'étude de la proposition contenue dans l'annexe A.IV.15 du même document".

La séance est levée à 12 h 55.